

Frédéric Lebaron

**Les Banquiers
centraux européens,
acteurs centraux
de la "révolutions
néolibérale"**

A partir du premier semestre 2012, les discours économiques publicsⁱ apparaissent de plus en plus contradictoires en Europe : alors que certains commentateurs (par exemple les journalistes du Financial Timesⁱⁱ ou, plus encore, nombre d'économistes nord-américainsⁱⁱⁱ) dénoncent de plus en plus ouvertement l'effet récessif durable des politiques d'austérité et réclament une politique « de croissance » qui ne se réduirait pas aux seules « réformes structurelles », d'autres acteurs, en premier lieu gouvernementaux, continuent quant à eux d'insister sur l'urgence d'un rééquilibrage à court-terme des comptes publics et sur la nécessité impérative de libéralisation des économies européennes.

Dans cette lutte symbolique de plus en plus aigüe tout au long de l'année 2012, qui traverse simultanément le champ politique, économique et l'univers académique, les dirigeants de la Banque centrale européenne occupent une position clé : depuis 2009, sous l'impulsion notamment des banquiers centraux allemands (comme le membre du directoire Jürgen Stark qui finira par quitter ses fonctions devant l'ampleur de ses désaccords avec l'institution) révoltés par le basculement des politiques monétaires dans des stratégies dites « non conventionnelles » (notamment le rachat de titres de la dette publique grecque puis des pays périphériques) et par la fragilisation de la zone euro induite par la crise de la dette, ils sont aux avant-postes dans la revendication d'une politique d'ajustement structurel qui peut seule, selon eux, permettre à l'euro de rester une monnaie solide, suscitant la confiance des acteurs économiques.

Le rôle des banquiers centraux européens dans l'imposition des politiques d'austérité et de réformes structurelles fait d'eux les acteurs de premier plan de cette « révolution néolibérale », née dans les années 1970-80, qui semble par ailleurs s'essouffler dans la plupart des pays du monde sous l'effet de la crise financière et de la remise en cause des dégâts de la mondialisation^{iv}.

Désormais documentées par de nombreux travaux historiques, l'émergence puis la montée en puissance de la « doctrine néolibérale » sont bien connues : né d'une volonté de dépasser l'ancien libéralisme « manchesterien », le « néolibéralisme » entreprend de mettre l'Etat et le droit au service de la construction de marchés parfaitement flexibles¹.

i. Le présent article repose sur un travail en cours reposant sur plusieurs types de matériaux : 1/ un large corpus de « textes » économiques émanant d'acteurs dirigeants : banquiers centraux, dirigeants politiques, économistes, dirigeants patronaux, etc. Parmi ceux-ci les discours émanant des acteurs dirigeants de la Banque centrale européenne, directement accessibles sur le site de la BCE, sont le support privilégié du présent travail ; 2/ un travail prosopographique portant sur les dirigeants des banques centrales, qui a fait l'objet de plusieurs publications, notamment : Lebaron F., « Les dirigeants de la BCE, une nouvelle élite monétaire », in Georgakakis D. (dir.), *Le champ de l'eurocratie*, Paris, Economica, 2011 ; et, Lebaron F., « European Central Bank leaders in the global space of central bankers: A Geometric Data Analysis approach », *French Politics*, Vol. 8, 3, 2010, pp.294–320 ; 3/ divers documents journalistiques, témoignages, observations et entretiens avec des acteurs de la crise ; 4/ des données macroéconomiques et sociales conjoncturelles. Les graphiques présentés ici sont issus du site Gecodia.

ii. Voir le *Financial Times* du 10 avril 2012 : « *Political consensus behind such a growth agenda will not be easy to build. But as economic conditions get tougher, the high priests of fiscal austerity are bound to become more isolated. It is therefore encouraging that an increasing number of politicians, including François Hollande, the French presidential hopeful, are calling for a "European growth strategy". Any*

Au fur et à mesure de son affirmation comme courant intellectuel majeur (quoique longtemps minoritaire), et de ses premiers succès politiques, le périmètre du « programme néolibéral » (« PNL »), variable selon les auteurs, se structure ainsi autour d'éléments fondamentaux : la nécessité d'une libéralisation des marchés financiers, sous le contrôle d'une banque centrale indépendante et attachée à la seule lutte contre l'inflation, la libéralisation du marché des biens et services par la

such plan must include concrete measures that can have an immediate impact. Europe has been been talking too much about growth for too long, while doing too little. It is time to act before it is too late ».

iii. Voir Paul Krugman : <http://www.nytimes.com/2012/04/16/opinion/krugman-europes-economic-suicide.html>.

iv. Cette hypothèse est proposée dans : Lebaron F., *Ordre monétaire ou chaos social. La BCE et la révolution néolibérale*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant, 2006 ; ainsi que dans : Lebaron F., *La crise de la croyance économique*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant, 2010.

¹ Voir notamment, en France : Denord F., *Néolibéralisme, version française*, Paris, Demopolis, 2007 ; Christoph G., *Du nouveau libéralisme à l'anarcho-capitalisme. La trajectoire intellectuelle du néolibéralisme britannique*, Thèse pour le doctorat d'études anglophones, université Lyon 2, juillet 2012. La notion de « néolibéralisme » a été à des degrés variables utilisée par un groupe d'économistes jusqu'à devenir une catégorie du discours politique ordinaire dans les années 1980, sans pour autant que sa signification historique (au même titre que la catégorie de « socialisme » ou de « marxisme ») ait perdu de sa consistance.

suppression progressive des barrières douanières et de toutes les entraves à son bon fonctionnement concurrentiel (ce qui suppose une attention centrale portée au droit de la concurrence), enfin la libéralisation du marché du travail par la suppression des barrières juridiques ou sociales à l'ajustement de prix (droit du travail contraignant, organisations syndicales, professions et institutions « protectrices », etc.). Les succès politiques remportés surtout à partir des années 1970, mais déjà inscrits dans le contenu du traité de Rome, par le « PNL » ne vont cesser de se confirmer et de s'enchaîner dans les années 1980 et 1990.

Dans cet article, il s'agit de décrire le rôle essentiel des banquiers centraux dans le système de forces qui caractérise la « gouvernance néolibérale » contemporaine en Europe, à travers l'analyse des phases successives de gestion de la crise financière mondiale qui commence vraiment à l'été 2007², et de comprendre pourquoi ce rôle reste peu visible, même si l'implication croissante de la BCE a des conséquences de plus en plus perceptibles dans le champ politique.

un groupe-clé

Qui sont les banquiers centraux, en particulier en Europe³? Caractérisés par un haut niveau de formation en économie, par leur passage fréquent par les institutions d'enseignement supérieur anglo-saxonnes, issus de trajectoires professionnelles dans le champ académique, le monde de la banque ou encore dans la politique et la haute administration, ce groupe relativement homogène constitue l'archétype d'une élite mondialisée et méritocratique, rompue au discours et à l'expertise économiques et financiers. Si leurs origines sociales ne les situent pas nécessairement parmi les héritiers de la grande bourgeoisie, elles sont cependant fréquemment caractérisées par des trajectoires rapidement ascendantes au sein des classes dominantes, et par un niveau élevé de capital scolaire lié au monde économique comme le montre bien

l'exemple de Jean-Claude Trichet, fils d'un professeur de latin, entré après des études d'ingénieurs et l'ENA dans une carrière ascendante typique d'inspecteur des finances et de « trésorier »⁴.

Situé dans un « triangle » formé par l'espace académique (de la science économique, dominée par les Etats-Unis), la finance (dominée par les banques d'investissement anglo-saxonnes) et la politique (mais toujours principalement du côté de l'expertise économique : ministères des finances, directions du Trésor, etc.), ce groupe « socio-professionnel » très spécifique est en position d'assurer la coordination entre les trois fractions des élites que sont les économistes académiques dominants, les dirigeants politiques et les chefs d'entreprise du secteur bancaire et financier. On peut caractériser sociologiquement et professionnellement les « banquiers centraux » ainsi définis comme des « économistes praticiens »⁵, mais leur fonction va bien au-delà de la production de commentaires et d'analyses économiques, et les rapproche des « eurocrates » en général, mais avec les nombreuses spécificités liées à leur secteur propre d'intervention. En particulier, en tant qu'agents de la politique monétaire et de la régulation financière, ils sont au centre des interdépendances entre fonctions gouvernementales et institutions financières, entre « Etat » et « marchés ».

Les banquiers centraux ont un rôle clé dans l'architecture des politiques économiques en Europe : acteurs principaux du maintien de la stabilité monétaire, ils promeuvent aussi la stabilité budgétaire à travers le respect du « pacte de stabilité et de croissance » qui limite depuis le traité de Maastricht le niveau autorisé des déficits et de l'endettement publics et qu'ils vont demander avec succès de renforcer à partir de 2009.

Cette « fonction » particulière de coordination au sein des élites dirigeantes est au cœur du fonctionnement de ce que l'on peut appeler le « capitalisme étatico-financier » (dans sa variante européenne), les banques centrales étant des institutions publiques (le plus souvent propriété publique à 100%), qui sont avant tout au service des institutions financières (qu'elles soient privées ou publiques, en Europe surtout des banques), et qui entendent peser lourdement sur les politiques publiques, notamment sur l'équilibre budgétaire, tout en étant

¹ Voir : Lebaron F., *Le savant, le politique et la mondialisation*, Bellecrombe-en-Bauges, Croquant, 2004.

² Pour une chronologie générale de la crise : Lebaron F., *La crise...*, *op. cit.*

³ Nous résumons ici notre contribution à : D.Georgakakis (dir.), *Le champ de l'eurocratie*, Paris, Economica, 2011 : « Les dirigeants de la BCE, une nouvelle « élite monétaire » ? ».

⁴ Voir Lebaron F., *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, 2000.

⁵ Lebaron F., *op. cit.*

partiellement sous le « contrôle » (indirect) des Etats, avec lesquels elles interagissent.

Mais, cette fonction est aussi largement « invisibilisée », car la gestion de la monnaie est considérée comme une politique « neutre » menée par des agents extérieurs au monde de la finance spéculative et de la politique « passionnelle »¹.

les phases d'une mobilisation

Les phases de la gestion de la crise financière mondiale par la BCE² illustrent ce rôle de coordination et font apparaître certains des enjeux auxquels cette institution est confrontée depuis 2007. Quelles sont les différentes phases des rapports qui se sont noués entre d'une part les dirigeants des banques centrales, et d'autre part les acteurs dominants des marchés (dirigeants de banques d'investissement, de fonds spéculatifs, etc.) et les acteurs politiques, sans oublier, même s'ils occupent une position très dominée dans le champ du pouvoir, les dirigeants syndicaux ?

Une première observation est que la continuité doctrinale a prévalu tout au long de cette période en Europe, malgré l'énormité des inflexions interventionnistes *a priori* imprévisibles – et dans certains cas non voulues – qui ont suivi l'entrée en crise. On observe ainsi une tension entre le maintien du cadre cognitif global qui préside à la stratégie de la banque et des actions qui sont de plus en plus souvent perçues comme déviantes par certains de ses acteurs, comme par exemple Jürgen Stark, évoqué plus haut.

La crise financière qui commence à atteindre un seuil critique à l'été 2007, avec l'annonce de la fermeture de plusieurs fonds appartenant à des banques européennes, est perçue par les acteurs des banques centrales comme un coup de tonnerre dans un ciel apparemment sans nuage. La période qui s'achève en 2007 est qualifiée rétrospectivement de « Grande modération », et constituée en une sorte d'« âge d'or » des politiques monétaires et financières mondiales. Les banques centrales, notamment la BCE, interviennent très rapidement pour fournir des liquidités aux banques, ce qui

témoigne de leur souci de maintenir coûte que coûte la « stabilité financière », d'éviter des enchaînements systémiques désastreux et de remplir leur fonction structurelle auprès des acteurs financiers.

En fait, si l'on prend au sérieux cette métaphore, les nuages étaient déjà bien là, mais dans l'optimisme ambiant, ils semblaient annoncer une petite pluie saisonnière rafraichissante, qui devait remettre dans le droit chemin un certain nombre d'acteurs déviants (notamment des institutions financières privées), ayant pris quelques libertés avec les règles de la saine gestion. Dans le jargon des banquiers centraux, on parle ainsi d'un « événement extrême à faible probabilité », dû à de mauvaises pratiques de management du risque.

A l'été 2008, la BCE est surtout préoccupée (ce sera à nouveau le cas début 2011) par les pressions inflationnistes croissantes liées à la montée des prix mondiaux des matières premières, que l'on attribue alors à la croissance irrépessible des pays émergents, décrits comme largement autonomes. Elle augmente encore ses taux d'intérêt directeurs, alors que la crise financière des « *sub-prime* » continue de faire rage aux Etats-Unis. La Fed américaine doit quant à elle faire face à un ralentissement plus prononcé de l'économie américaine et ajuste sa politique monétaire à ce contexte macroéconomique de plus en plus dégradé, qui nourrit les anticipations négatives des acteurs de marché. Les marchés financiers s'effondrent, en particulier après la faillite de *Lehman Brothers* en septembre 2008.

Septembre 2008 marque ainsi l'intensification de la crise financière et un mouvement rapide et brutal d'interventions relativement coordonnées des banques centrales : elles prêtent de l'argent en abondance aux banques, et annoncent qu'elles vont réduire le niveau de leurs taux d'intérêt directeurs pour limiter l'impact de la récession qui s'annonce. Dans un contexte déflationniste, les objectifs d'inflation deviennent les moyens de légitimer une politique inédite qui se rapproche de l'expérience japonaise des taux zéro, mise en place depuis les années 1980 dans un contexte déflationniste (« *Zero Interest Rate Policy* »). Mais en Europe, on ne descendra jamais sous le taux directeur de 1% avant 2012 et la crise de la dette, malgré la violence du choc macroéconomique (graphique 1). La BCE conserve un léger « biais restrictif », qui s'accuse lors de hausses d'intérêt manifestement « à contre-temps », en 2008 et en 2011.

¹ Lebaron F., *Ordre monétaire ou chaos social ? La BCE et la révolution néolibérale*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant, 2006.

² Voir Bentoglio, G. and Guidoni, G. (2009), « Les banques centrales face à la crise », *Revue de l'OFCE*, 110, juillet 2009, pp.291–334.



Graphique 1

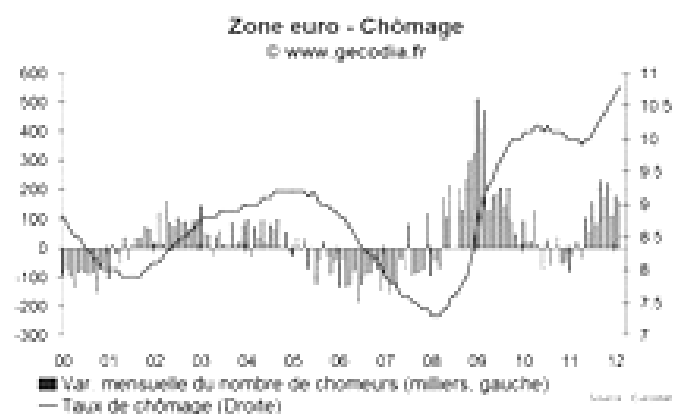
Tout au long de la phase aiguë (fin 2008), les banquiers centraux sont solidaires des acteurs politiques qui annoncent qu'il faut massivement intervenir pour éviter l'effondrement du système financier ; ils deviennent simultanément des acteurs de premier plan de la crise, rôle que va renforcer l'institutionnalisation du G20. Cela ne veut pas dire qu'ils partagent de façon univoque toutes les modalités d'intervention qui se font jour, même s'ils ne peuvent pas alors exprimer de forte divergence publique.

Les banquiers centraux européens se concentrent fin 2008 sur deux stratégies : une politique monétaire fortement expansionniste (visible sur le graphique 1) et la remise en ordre des règles de fonctionnement du système financier (« régulation ») ; la stimulation fiscale mise en place par les Etats (les « plans de relance ») est perçue par eux comme une sorte de mal plus ou moins nécessaire, mais qu'il s'agit à tout prix, en Europe tout au moins, de limiter en la caractérisant comme exceptionnelle, transitoire et rapidement réversible, et en « militant » activement contre elle dans les arènes où cela leur est permis.

Cette politique budgétaire crée en effet, selon eux, un environnement inflationniste et accroît les déséquilibres financiers qui « devront être résorbés rapidement », c'est-à-dire dès le début de la « sortie de crise », voire avant. En fait, dès 2009, ce thème des « stratégies de sortie » devient le leitmotiv au sein du conseil des gouverneurs de la BCE : l'orthodoxie n'a pas désarmé, elle s'est même de plus en plus fortement exprimée au fur et à mesure que les Etats s'en éloignaient.

La phase suivante, logiquement, est celle de l'affermissement du discours sur la « sortie de

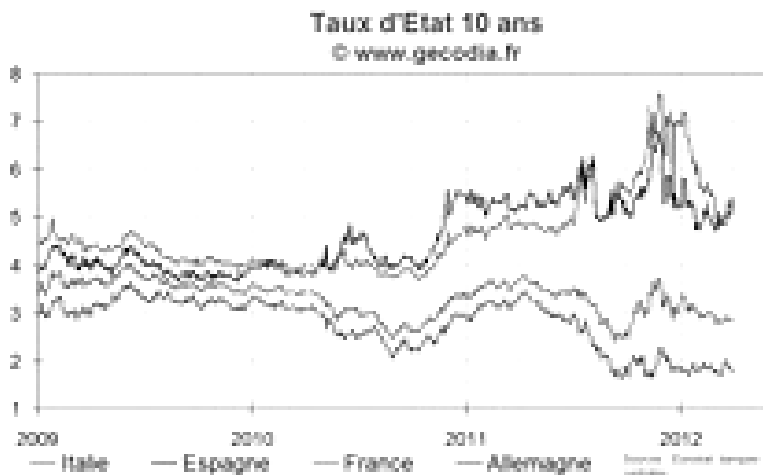
crise », discours qui précède la hausse brutale du taux de chômage en Europe (graphique 2). La BCE explique alors que la « sortie de crise » étant en vue, il faut sans attendre lancer une politique d'ajustement structurel et elle commence un travail de lobbying en ce sens auprès des acteurs politiques. Ce travail ne réussit pas immédiatement, comme le montre, en France, le débat sur le « grand emprunt » au sein de la majorité et du gouvernement, puis le thème ambigu de la « rilance » développé par la ministre de l'économie Christine Lagarde.



Graphique 2

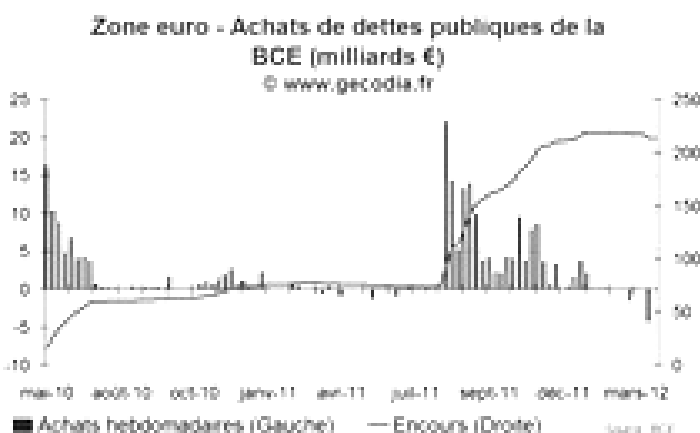
En 2010, ce discours d'orthodoxie budgétaire triomphe, mais c'est un triomphe un peu amer, car il s'accompagne de l'entrée en crise de la zone euro (Grèce, puis Irlande puis Portugal puis Espagne puis Italie), illustrée par l'évolution des « tensions » sur les taux des emprunts d'Etat à 10 ans (graphique 3) : celle-ci donne même, à court-terme, un peu plus d'arguments à la BCE face aux politiques, mais en même temps elle l'oblige à prendre un peu plus de liberté avec la doctrine, en rachetant massivement sur le marché secondaire des titres de la dette publique grecque, puis en soutenant la création d'un Fonds de stabilité.

Le Securities Market Program, adopté en mai 2010, qui rend possible l'achat de titres de la dette grecque sur le marché secondaire et jette les bases du FESF puis du MES qui se substitueront à la BCE à partir de 2012, est ainsi perçue comme une hérésie par les membres du conseil des gouverneurs allemands, qui vont rapidement quitter l'institution après avoir exprimé leurs divergences de vue sur ce sujet et pesé sur les orientations du gouvernement allemand.



Graphique 3

Pourtant, après une longue phase de tensions institutionnelles et financières, la BCE sera conduite à intervenir à nouveau massivement fin 2011 pour faire face à la crise grecque, cette fois en refinançant massivement les banques, notamment par des prêts massifs à long terme (dans le cadre d'un dispositif appelé « LTRO »). Dans le contexte de spéculation toujours plus intense sur les titres de la dette publique grecque, une négociation politique de grande ampleur aboutit à la naissance d'un nouveau traité censé renforcer les mécanismes de stabilité, parallèlement à la politique expansionniste mise en œuvre par le Conseil des gouverneurs, désormais présidé par l'Italien Mario Draghi, qui poursuit la stratégie « pragmatique » du Français Jean-Claude Trichet (graphique 4).

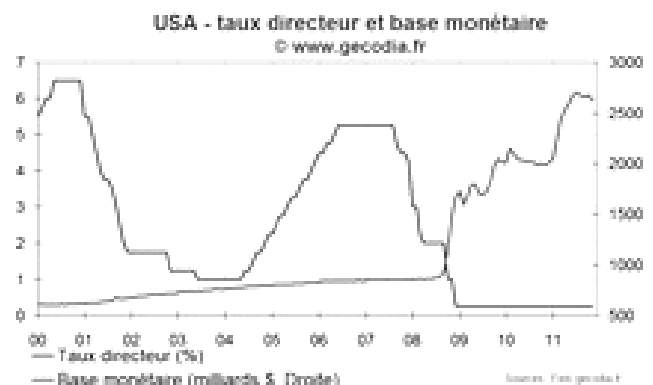


Graphique 4

En 2010, la Fed fait un diagnostic moins optimiste sur la conjoncture, et elle maintient voire accentue une politique beaucoup plus étroitement solidaire de la politique publique menée par l'Etat en matière fiscale, cela jusqu'à aujourd'hui. En

2010, c'est la politique dite « QE2 » (Quantitative Easing 2) qui va accentuer le tournant hétérodoxe de la Fed, déjà net en 2008 : achat direct de bons du Trésor, relance monétaire assumée, avec ce que cela implique en matière de taux de change et de mouvements de capitaux (graphique 5). Cette politique engendre une situation monétaire et financière plus instable dans les pays émergents, qui voient leurs devises poussées à la hausse sous l'effet des mouvements de capitaux et protestent contre cette politique peu coopérative. Par ailleurs un « ajustement

structurel » lié à la montée des déficits et de la dette publique commence aussi à être mis en œuvre dans de nombreux Etats américains, voire à l'échelle fédérale à partir de 2010 et des élections de mi-mandat, mais dans un environnement politique global qui reste plus « keynésien » qu'en Europe.



Graphique 5

entre dogmatisme et pragmatisme : évolution doctrinale et stratégies pratiques

Plusieurs orientations suivies après 2008 semblent à première vue contredire la doctrine traditionnelle des banquiers centraux européens, telle qu'elle a été abondamment formulée dans les ouvrages fondateurs ou « anniversaires »¹.

En premier lieu, ils sont poussés à jouer un rôle de prêteur en dernier ressort durable auprès des banques et même, indirectement, de certains Etats, au prix d'un élargissement considérable de leur bilan (ils acceptent comme contreparties de leurs prêts massifs, des titres de plus en plus

¹ Par exemple : Issing O., *The Birth of the Euro*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

« douteux »). Si ce rôle visant à assurer la stabilité financière s'inscrit dans le mandat traditionnel des banques centrales, l'ampleur qui lui est donnée est historiquement inédite.

La baisse des taux d'intérêt atteint des proportions considérables et elle est maintenue durant une longue période, ce qui est d'autant plus intéressant – et paradoxal – que de nombreux commentateurs accusent en 2008-2009 la politique expansionniste de la Fed d'avoir nourri la spéculation immobilière après le krach de la bulle Internet. Autrement dit, les banques centrales ont réédité ce qu'elles avaient fait après 2002 pour sortir du marasme financier, au prix d'un nouveau mouvement d'euphorie financière incontrôlé qui a conduit à la crise suivante.

Avec le QE, la Fed s'est engagée dans une politique hétérodoxe¹, qui consiste à financer directement les besoins du Trésor américain : c'est ce que les journalistes appellent la « planche à billet ». La « planche à billet » fonctionne tout le temps dans une économie où les banques centrales encadrent le système bancaire, mais en temps ordinaire elle fonctionne pour les banques privées et de fait nourrit le fonctionnement du capitalisme financier – on ne parle pas alors de « planche à billet » – en lui fournissant des liquidités monétaires abondantes (ce qui est associé au thème de l'« excès de liquidité » mondiale). Cette fonction « invisible » fait partie des conditions de fonctionnement ordinaire du capitalisme étatico-financier.

La BCE, devant la crise grecque, est conduite à adopter des dispositifs « non conventionnels », qui consistent à racheter de la dette publique grecque sur le marché secondaire. Elle fournit ainsi les banques privées abondamment en liquidités pour éviter la propagation de la crise, notamment fin 2011.

Malgré ces différentes inflexions, il est frappant de constater une grande stabilité discursive (d'une part) et dans l'ordre des croyances affichées d'autre part. Une enquête récente du Conseil d'analyse économique², même si elle ne repose que sur les réponses de n=16 banquiers centraux, est, sur ce plan, assez révélatrice. Même par rapport aux économistes (notamment universitaires), les banquiers centraux sont plus « stables » sur le plan doctrinal.

Les dirigeants des banques centrales considèrent qu'ils n'ont été ni à l'origine des prises de risque excessives qui ont entraîné la crise des « *subprime* » ni à l'origine des déséquilibres budgétaires énormes nés des politiques de stimulation fiscale. Se drapant dans le rôle des gardiens de la stabilité monétaire et financière, ils sont en position de groupe de référence dominant dans la politique économique en Europe, et ils ont « repris la main » sur le cadre général des décisions européennes, à travers les positions développées par le couple franco-allemand (pacte Euro-plus, traité sur la stabilité, le contrôle et la gouvernance) et la Commission, mais aussi par les ministères des finances dans différents pays.

En 2011, la décision du conseil des gouverneurs de la BCE d'augmenter à 1,25% son taux d'intérêt directeur (REFI) pour lutter contre l'inflation, en particulier contre ce que Jean-Claude Trichet, alors président de la BCE, appelle les « effets de second tour » liés aux pressions à la hausse des salaires illustre ce que nous venons de décrire. Cette hausse survient en effet à un moment où les incertitudes conjoncturelles sur l'existence et l'importance de la « reprise » sont à leur comble : les prix des matières premières recommencent à augmenter fortement et, surtout, l'installation des politiques d'austérité budgétaire commence à peser très fortement sur l'activité économique et sur le taux de chômage (graphique 2).

Cette stabilité doctrinale et discursive, qui est associée à un capital symbolique de neutralité très savamment entretenu explique le paradoxe suivant : l'institution intervient de plus en plus massivement et de façon de plus discrétionnaire auprès des banques, exerce un lobbying de plus en plus pesant face aux Etats, en particulier sur le plan budgétaire (au profit du rétablissement rapide des équilibres), mais elle continue largement d'être perçue comme un acteur neutre, aussi neutre que peut l'être un « billet de banque ».

Pourtant, les enquêtes Eurobaromètre³ font apparaître une dégradation tendancielle assez rapide de la confiance dans la BCE au sein de la zone euro. En France, le taux de confiance passe de 45% en 2007 à 30% en 2011, la dégradation s'accroissant en 2010. Cette dégradation est, logiquement, particulièrement forte dans les pays où, à travers ses interventions directes, la BCE, aux côtés de la

¹ Wessel D., *In FED We Trust: Ben Bernanke's War on the Great Panic*, Crown Business, Reprint edition, 2010.

² Nous nous appuyons ici sur le rapport : <http://www.cae.gov.fr/Rapport-Banques-centrales-et-stabilite-financiere.html>

³ Eurobaromètre : http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Commission et du FMI, pèse lourdement et directement sur les politiques publiques, en imposant austérité et réformes structurelles. En Grèce (où son ancien vice-président, Lucas Papademos, devient premier ministre fin 2011), en Italie (où elle impose à l'été 2011 une « feuille de route » à Silvio Berlusconi avant de soutenir l'arrivée de Mario Monti au pouvoir), en Espagne. En France, le candidat-président Nicolas Sarkozy, qui avait cessé de reprocher à la BCE son inaction face à la crise de la dette, lui reproche de ne pas suffisamment favoriser la « croissance » durant les dernières semaines de la campagne électorale présidentielle en avril 2012.

On peut dès lors se demander combien de temps cette institution, hyper-interventionniste et politisée, placée au service de la reproduction du capitalisme financier, pourra maintenir le capital symbolique de neutralité qui rend possible son action monétaire et financière et qui est au fondement de son rôle-clé dans la coordination de l'ordre néolibéral. La chute du capital symbolique de la BCE, qui n'implique pas nécessairement celle de la monnaie unique (qui voit également son crédit érodé), marque cependant l'entrée en crise d'une institution fondamentale de la révolution néolibérale, laissant peut-être présager un changement de phase économique et idéologique. La BCE serait alors l'acteur-clé d'une révolution finissante.